

SAMUEL MAYOL. RÉSISTER AUX INTIMIDATIONS

Directeur de l'IUT de Seine-Saint-Denis, 2 000 étudiants, il applique la loi avec doigté et fermeté. Ce qui lui a valu des menaces et un passage à tabac.



hannah assouline

SAMUEL MAYOL, "Plusieurs étudiants m'ont remercié d'avoir interdit les sandwiches halal. Ils se sentaient obligés de les consommer de crainte de passer pour de mauvais musulmans aux yeux des activistes."

La vente de sandwiches par une association d'étudiants fait partie de l'ordinaire d'un directeur de département au sein d'une université. L'utilisation d'un local associatif aussi. Tout comme la saine gestion des moyens budgétaires.

Une surprise attendait toutefois Samuel Mayol lorsqu'il a pris ses fonctions de directeur de l'IUT de Saint-Denis en 2012, onze ans après y avoir été admis comme maître de conférences. En plus de ses responsabilités administratives, l'enseignant s'est trouvé contraint, sans préparation particulière, d'assumer un rôle de vigie de la laïcité.

En effet, entre les tranches de pain des sandwiches associatifs, la

viande était halal, les étudiants n'affluaient vers le local qu'à l'heure précise de la prière, tandis que le collègue suspecté de magouilles et ses complices vacataires, comme lui, étaient originaires du Maghreb et présumés musulmans. « *Faute de règles claires s'appliquant dans l'université, c'était à moi de fixer des principes républicains, puis de les mettre en pratique* », observe Mayol.

Elevé et instruit dans le centre de Paris par des parents fonctionnaires, Samuel Mayol avait eu l'occasion de se frotter à la banlieue en tant qu'animateur du centre de loisirs de la ville de Nanterre. Mais, avec les 2 000 étudiants de l'IUT, l'intimidation physique se mêle parfois de revendications religieuses. « *Serait-il possible, lui*

demande par exemple une petite délégation, de faire coïncider les pauses avec les heures de prière ? » Or, contrairement à son prédécesseur et au président de l'université, Mayol refuse de regarder ailleurs. Aussitôt qu'il détecte que l'association L'Ouverture, sous couvert d'organiser des voyages, cherche à imposer l'observance des règles coraniques au sein de la fac, ce militant socialiste fait front. « La loi de 2004 n'interdit pas les signes religieux ostentatoires à l'université, mais cela ne dispense pas les fonctionnaires d'y faire vivre la laïcité, estime-t-il. Plusieurs étudiants m'ont remercié d'avoir interdit les sandwiches halal. Ils se sentaient obligés de les consommer de crainte de passer pour de mauvais musulmans aux yeux des activistes. » De même, lorsqu'il dénonce le système frauduleux par lequel un enseignant espère détourner plus

publique. Ce n'est pas parce qu'il y a un tapis de prière dans les locaux d'une association qu'il y a une mosquée clandestine derrière. Ce n'est pas parce qu'une association étudiante trouve malin de vendre des sandwiches halal qu'il y a une montée du communautarisme. » L'appui du ministère ne viendra qu'après le passage à tabac de Samuel Mayol, boxé par deux hommes qui l'avaient suivi à Paris.

LA "QUENELLE" EXPLIQUÉE

« Pour que la République soit respectée, il faut la défendre », affirme le fier fonctionnaire, une semaine après la manifestation républicaine où enseignants et étudiants ont défilé ensemble. Plutôt que d'ignorer les voiles dans les amphis, Mayol explique aux filles les bienfaits de la neutralité et leur recommande de se présenter tête nue lorsqu'elles

représentent l'IUT dans des lycées ou lorsqu'elles rencontrent des chefs d'entreprise. Confrontés aux convictions charpentées de ce pédagogue,

PLUTÔT QUE D'IGNORER LES VOILES DANS LES AMPHIS, IL EXPLIQUE AUX FILLES LES BIENFAITS DE LA NEUTRALITÉ.

de quatre mille heures de cours au profit de quelques comparses, Mayol ne se laisse pas intimider par le procès en islamophobie. « J'avais non seulement ma conscience pour moi, mais aussi le soutien d'étudiants tout simplement honnêtes », expose-t-il calmement.

La hiérarchie, en revanche, fait profil bas. Malgré 15 menaces de mort, rédigées en français et en arabe et signalées à la police, le Dr Jean-Loup Salzman, président de Paris-XIII, diagnostique l'œuvre d'« un malade qui s'amuse à faire le corbeau et qui se dit islamiste parce que c'est à la mode ». « Ce n'est parce qu'il se dit islamiste qu'il l'est, poursuit Salzman, par ailleurs président de la Conférence des présidents d'université quand l'affaire est portée sur la place

les ricaneurs admettent que la « quenelle » de Dieudonné et l'héroïsation de « Charlie Coulibaly », même pour rire, ne relèvent pas d'un prétendu « antisémitisme », mais de l'antisémitisme banal. « Les jeunes, dès lors qu'ils ne sont pas reconnus comme français ici, et encore moins comme algériens, marocains ou maliens là-bas, trouvent dans la religion une identité. Nous payons l'erreur de les avoir confortés dans cette voie pendant trente ans, par la politique de la ville et au sein de l'Education nationale, en les renvoyant à leurs origines plutôt que de les traiter en simples citoyens. » Au bout de cette impasse, le demi-tour se paye cher : Samuel Mayol a encore reçu un livre attribué à l'islamiste Yahiya. Sur la couverture, une tête de mort. ■ D.B.